

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2017-44160**

### **Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE à GARGENVILLE**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** les dispositions figurant aux articles L.557-4 et R.557-7-4 du code de l'environnement relatives à la conformité des équipements et appareils destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;

**Vu** les actes administratifs délivrés antérieurement, à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE pour son établissement situé à Gargenville et notamment l'arrêté préfectoral n° 2017-41281 du 23 février 2017, article 8.3.1 ;

**Vu** le courrier et les fiches d'inspection du 3 mai 2016 de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 14 avril 2016, et demandant à l'exploitant d'établir la liste des non-conformités devant faire l'objet des travaux les plus importants et de transmettre avant le 31 décembre 2016 l'état des lieux des non-conformités relevées accompagné d'une proposition de planification des travaux ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 9 juin 2017 transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 juin 2017, suite à la visite de contrôle du 9 mai 2017 ;

**Vu** les courriers du 30 juin 2017 et du 31 août 2017, dans lesquels l'exploitant fait part de ses observations ;

**Vu** l'échéancier de mise en conformité des 97 non conformités restantes transmis par courriel en date du 30 octobre 2017

**Considérant** que, lors de l'inspection du 9 mai 2017, il a été constaté plusieurs manquements aux dispositions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 sus-visé notamment les 97 non-conformités relevées sur des appareils et équipements mis en service sur le site et destinés à être utilisés en atmosphère explosible (Atex) (non-conformité aux articles L.557-4 et R.557-7-4 du code de l'environnement se substituant aux exigences du décret du 19 novembre 1996 modifié) ;

**Considérant** l'échéancier de mise en conformité des 97 non conformités restantes transmis par l'exploitant le 30 octobre 2017 ;

Considérant l'instruction du gouvernement du 19 mai 2016 relative à la mise à disposition et la communication d'information potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements SEVESO, l'annexe est classé confidentielle ;

**Considérant** que face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, exploitant un dépôt de liquides inflammables à Gargenville, 40 avenue Jean Jaurès, **est mise en demeure** de respecter les dispositions de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017, en mettant l'ensemble de ses équipements en conformité en respectant l'échéancier fourni et au plus tard le 31 décembre 2019. Cet échéancier est annexé au présent arrêté.

**Article 2 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Gargenville,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **6 DEC. 2017**

Pour le Préfet et par délégation,  
le chef de l'unité départementale,



Henri KALTEMBACHER

## **ANNEXE CONFIDENTIELLE**

**de l'arrêté n° 2017-44160 mettant en demeure du 6  
décembre 2017 la société TOTAL pour le site qu'elle  
exploite à Gargenville**